

## COUR D'ARBITRAGE

F. 2007 — 1355

[2007/200874]

## Extrait de l'arrêt n° 39/2007 du 15 mars 2007

Numéro du rôle : 3960

*En cause* : le recours en annulation de la loi du 17 septembre 2005 « modifiant en ce qui concerne les catastrophes naturelles, la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre et la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles », introduit par la SA « Generali Belgium » et autres.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et A. Arts, et des juges P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke et J. Spreutels, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 7 avril 2006 et parvenue au greffe le 10 avril 2006, un recours en annulation de la loi du 17 septembre 2005 « modifiant en ce qui concerne les catastrophes naturelles, la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre et la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles » (publiée au *Moniteur belge* du 11 octobre 2005, deuxième édition) a été introduit par la SA « Generali Belgium », dont le siège social est établi à 1050 Bruxelles, avenue Louise 149, la SC « Les Assurances fédérales », dont le siège social est établi à 1000 Bruxelles, rue de l'Etuve 12, la SA « Nationale Suisse Assurances », dont le siège social est établi à 1000 Bruxelles, rue des Deux Eglises 14, l'association d'assurance mutuelle « Association Mutuelle Médicale d'Assurances », dont le siège social est établi à 1000 Bruxelles, avenue de la Renaissance 12/1, la SA « Swiss Life Belgium » (anciennement dénommée la SA « Zelia »), dont le siège social est établi à 1060 Bruxelles, avenue Fonsny 38, la SA « Piette & Partners Verzekeringsmaatschappij », dont le siège social est établi à 8500 Courtrai, Casinoplein 6, la société de droit néerlandais « Avéro Belgium Insurance », faisant élection de domicile à 1180 Bruxelles, avenue Winston Churchill 253, la SCRL « CDA », dont le siège social est établi à 1080 Bruxelles, boulevard du Jubilé 86, et la SA « Continentale Verzekeringen », dont le siège social est établi à 2000 Anvers, Lange Nieuwstraat 17.

(...)

II. *En droit*

(...)

*Quant à la loi attaquée*

B.1.1. Le recours en annulation porte sur la loi du 17 septembre 2005 « modifiant, en ce qui concerne les catastrophes naturelles, la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre et la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles ».

B.1.2. La loi attaquée a pour objet d'adapter et d'améliorer la loi du 21 mai 2003 « modifiant la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre et la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des [calamités] naturelles ». La loi du 21 mai 2003 prévoyait la couverture obligatoire du seul risque d'inondation par les assureurs proposant une assurance contre l'incendie pour les biens assurés situés dans une des « zones à risques » qui devaient être déterminées. Cette loi n'est pas entrée en vigueur, car elle présentait un certain nombre d'inconvénients jugés « inéluctables » par le législateur (*Doc. parl.*, Chambre, 2004-2005, DOC 51-1732/001, pp. 4-8).

Afin de remédier à l'ensemble des problèmes inhérents à la loi du 21 mai 2003, la loi attaquée étend la couverture obligatoire contre les risques d'inondation à d'autres risques catastrophiques, à savoir les tremblements de terre, les débordements ou refoulements des égouts publics, les glissements ou affaissements de terrain, et impose la couverture obligatoire de tous ces risques au bénéfice de tous les assurés contre l'incendie (article 4 de la loi du 17 septembre 2005 modifiant l'article 68-1, de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre).

B.1.3. En imposant la prise en charge par les assureurs privés des dommages causés par les catastrophes naturelles, le législateur entend, d'une part, garantir une indemnisation des victimes dans les meilleures conditions et, d'autre part, décharger la Caisse nationale des calamités, qui ne devra plus intervenir que pour la part du dommage qui excéderait l'indemnisation par l'assurance ainsi que le révèlent les travaux préparatoires :

« Le secteur des assurances prend en charge chaque catastrophe naturelle [...] à concurrence d'un montant global de 280 millions d'euros, montant qui est porté à 700 millions d'euros en cas de tremblement de terre. La victime ne devra s'adresser à la Caisse nationale des Calamités qu'en cas de dépassement de ces montants. La Belgique n'a connu à ce jour aucune catastrophe naturelle dont le coût a dépassé ces montants » (*Doc. parl.*, Chambre, 2004-2005, DOC 51-1732/004, p. 6).

*Quant à l'objet et à l'étendue du recours*

B.2. La Cour détermine l'étendue du recours sur la base du contenu de la requête. Les parties requérantes demandent l'annulation de la loi du 17 septembre 2005 dans son ensemble. Elles indiquent toutefois dans leur requête qu'elles ne critiquent ni l'extension obligatoire de la couverture incendie aux risques de catastrophes naturelles, ni la répartition du montant global de l'indemnisation des victimes d'une catastrophe naturelle entre le secteur privé et la Caisse nationale des calamités.

Il ressort de l'exposé du moyen unique que les parties requérantes font grief à la loi attaquée de prévoir, pour déterminer le montant maximal global des indemnités qu'un assureur devra payer à ses assurés lors de la survenance d'une catastrophe naturelle, deux formules mathématiques alternatives comprenant, l'une et l'autre, un montant forfaitaire qu'elles jugent trop élevé.

Ces formules sont établies par l'article 68-8, § 2, de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre, inséré par la loi du 21 mai 2003 et modifié par l'article 11, 2° à 4°, de la loi attaquée.

La Cour limite dès lors son examen à cette disposition.

*Quant à la recevabilité du recours*

B.3. Les parties requérantes sont des compagnies d'assurance dont la situation pourrait être directement et défavorablement affectée par les dispositions d'une loi qui leur impose d'indemniser, dans le cadre de tous leurs contrats portant sur le risque incendie, les dommages résultant d'une catastrophe naturelle. Elles justifient dès lors d'un intérêt suffisant à leur recours.

B.4. Les parties requérantes ont fait parvenir au greffe de la Cour les copies de leurs statuts publiés au *Moniteur belge* et les preuves des décisions d'intenter le recours, de sorte qu'il est satisfait à l'article 7, alinéa 3, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

B.5.1. Le Conseil des ministres et le Gouvernement wallon estiment que le recours est tardif, parce que les formules mathématiques permettant de calculer la limite au-delà de laquelle les assureurs ne devront pas payer les indemnités lors de la survenance d'une catastrophe naturelle étaient déjà établies par la loi du 21 mai 2003, dont les requérants n'ont pas demandé l'annulation en temps utile.

B.5.2. L'article 68-8, § 2, de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre, inséré par la loi du 21 mai 2003, prévoyait, avant sa modification par la loi attaquée, la possibilité pour l'assureur de limiter le total des indemnités qu'il devrait payer lors de la survenance d'une inondation au montant le moins élevé de ceux obtenus en appliquant l'une des deux formules mathématiques qu'il établissait.

L'article 11, 2° à 4°, de la loi du 17 septembre 2005 dispose :

« A l'article 68-8 de la même loi, inséré par la loi du 21 mai 2003, sont apportées les modifications suivantes :

[...]

2° au § 2 le mot ' inondation ' est remplacé par les mots ' une catastrophe naturelle ';

3° au § 2, deuxième tiret, le mot ' inondation ' est remplacé par les mots ' catastrophe naturelle autre qu'un tremblement de terre ';

4° le § 2 est complété par l'alinéa suivant :

' Dans le cas d'un tremblement de terre, le coefficient de 0,35 et le montant de 3.000.000 EUR sont respectivement remplacés par 0,84 et 8.000.000 EUR '.

[...] ».

Le 2° et le 3° de cette disposition étendent donc l'application du calcul établi par la loi du 21 mai 2003 à la limitation des indemnités qu'un assureur devra payer lors de la survenance d'une catastrophe naturelle visée à l'article 68-1 de la loi du 25 juin 1992, modifié par l'article 4 de la loi du 17 septembre 2005. Le 4° de cette disposition augmente les montants et coefficients forfaitaires intervenant dans les formules applicables lors de la survenance d'un tremblement de terre.

B.5.3. En étendant l'application d'une mesure adoptée antérieurement à des catastrophes naturelles qui n'étaient pas visées jusque-là ainsi qu'en adaptant cette mesure au cas de la survenance d'un tremblement de terre, le législateur a pris une nouvelle disposition dont l'annulation peut être demandée dans le délai établi par l'article 3, § 1<sup>er</sup>, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

En ce qu'il vise l'article 11, 2° à 4°, de la loi du 17 septembre 2005, c'est-à-dire en ce qu'il concerne les formules permettant de déterminer la limitation que les assureurs peuvent appliquer au paiement des indemnités dont ils sont redevables en cas de survenance d'une catastrophe naturelle autre qu'une inondation, le recours n'est pas tardif.

Par contre, le recours introduit contre la loi du 17 septembre 2005 ne saurait concerner la réglementation relative à la limitation du paiement des indemnités dues en cas de réalisation du risque d'inondation, cette réglementation figurant dans la loi du 21 mai 2003, qui n'est pas, en ce qui concerne ce risque, modifiée par la loi attaquée.

B.6.1. Le Conseil des ministres estime enfin que les parties requérantes seraient sans intérêt à agir étant donné qu'une annulation de l'article 11 de la loi du 17 septembre 2005 aurait pour unique effet d'empêcher les assureurs de limiter le total des indemnités qu'ils devraient rembourser en cas de sinistre et qu'ils seraient en conséquence tenus d'indemniser l'intégralité des dommages.

B.6.2. Pour que les parties requérantes justifient de l'intérêt requis, il n'est pas nécessaire qu'une éventuelle annulation leur procure un avantage direct. La circonstance qu'elles obtiennent une nouvelle chance de voir leur situation réglée plus favorablement à la suite de l'annulation de la disposition attaquée suffit à justifier leur intérêt à attaquer cette disposition.

B.7. Le recours est recevable.

*Quant au fond*

B.8. L'article 68-8, § 2, de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre, modifié par l'article 11, 2° à 4°, de la loi attaquée, cité en B.5.2, dispose :

« L'assureur peut limiter le total des indemnités qu'il devra payer lors de la survenance d'une catastrophe naturelle au montant le moins élevé de ceux obtenus en appliquant les formules suivantes :

a)  $3.000.000 \text{ EUR} + 0,35 \times P + 0,05 \times S$

b)  $1,05 \times (3.000.000 \text{ EUR} + 0,35 \times P)$

où :

- P est l'encaissement des primes et accessoires, hors frais d'acquisition, pour les garanties incendies, électricité et les périls connexes des risques simples visés à l'article 67, § 2, encaissement réalisé par l'assureur au cours de l'exercice comptable précédant le sinistre,

- S est le montant des indemnités dues par l'assureur pour une catastrophe naturelle autre qu'un tremblement de terre excédant  $3.000.000 \text{ EUR} + 0,35 \times P$ .

Dans le cas d'un tremblement de terre, le coefficient de 0,35 et le montant de 3.000.000 EUR sont respectivement remplacés par 0,84 et 8.000.000 EUR ».

Cette disposition permet aux assureurs de limiter leur intervention globale en cas de survenance d'un sinistre à la somme la moins élevée de celles qui sont obtenues par application de ces formules, le montant excédentaire étant pris en charge par la Caisse nationale des calamités conformément aux articles 34-2, 1°, et 34-3 de la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles.

B.9. Les parties requérantes reprochent aux formules mathématiques précitées d'avoir un effet discriminatoire à l'égard des petites et moyennes compagnies d'assurances. Ces compagnies seraient exposées, en cas de survenance d'une catastrophe naturelle d'une ampleur telle qu'elles devraient faire application de ces formules afin de limiter leur intervention globale, à un risque d'insolvabilité, parce que les formules produiraient des résultats trop élevés par rapport à leur encaissement de primes dans la branche incendie. Plus précisément, la disposition en cause aurait un effet disproportionné à l'égard d'une partie des compagnies d'assurances concernées en ce qu'elle fait intervenir, dans les formules dont elle impose l'usage, des montants forfaitaires trop élevés par rapport à l'encaissement des primes réalisé par les petites et moyennes compagnies du marché.

B.10.1. Les parties requérantes estiment que les articles 10 et 11 de la Constitution sont violés par la disposition en cause parce que, traitant de manière identique des catégories différentes d'assureurs, à savoir, d'une part, les compagnies importantes, et d'autre part, les petites et moyennes compagnies, elle a à l'égard d'une de ces catégories des conséquences disproportionnées.

B.10.2. La comparaison suggérée par les parties requérantes ne peut se faire, comme l'a fait observer le Conseil des ministres, entre « grosses » et « petites ou moyennes » compagnies. Il ressort toutefois des développements de la requête que les parties requérantes font une comparaison entre assureurs, non en fonction de leur taille mais en fonction de ce que représente pour chacune d'elles le volume du secteur incendie.

Il est demandé à la Cour de constater que la mesure critiquée pourrait avoir des effets disproportionnés pour une partie de ses destinataires, qui se distinguent des autres par le montant de leur encaissement de primes dans le secteur de l'assurance incendie. Si la mesure en cause, bien qu'identique pour toutes les catégories, peut provoquer de graves difficultés de solvabilité pour certains assureurs et non pour d'autres, elle est de nature à entraîner des conséquences qui pourraient n'être pas compatibles avec les articles 10 et 11 de la Constitution. S'il est vrai que les assureurs pourraient, en fonction de l'évolution du marché, passer d'une catégorie à l'autre, ou que la distinction entre ces deux catégories serait fluctuante, il reste qu'il s'agit de catégories différentes qui ne peuvent être traitées de la même manière sans justification raisonnable.

B.11.1. Les parties requérantes ont déposé des tableaux dans lesquels 38 compagnies sont classées avec l'indication du montant des primes qu'elles ont encaissées en 2003 et de l'effet que pourrait avoir l'application des formules critiquées.

Il apparaît des chiffres figurant dans ces tableaux que l'application des formules imposées par l'article 68-8, § 2, de la loi du 25 juin 1992 a pour résultat que la limite d'intervention applicable par les compagnies dépasse 100 p.c. de l'encaissement des primes pour les 20ème à 38ème compagnies du marché, en ce qui concerne les catastrophes naturelles autres que les tremblements de terre, et que cette limite dépasse 300 p.c. de l'encaissement des primes pour les mêmes compagnies en ce qui concerne les tremblements de terre. Ces données ne sont contestées ni par le Conseil des ministres, ni par le Gouvernement wallon.

B.11.2. En cas de réalisation du risque de catastrophe naturelle ou de tremblement de terre, l'application de la formule critiquée, et plus précisément l'application du montant forfaitaire de, respectivement, 3 et 8 millions d'euros, donne lieu à des différences substantielles entre les compagnies d'assurances en ce qui concerne le rapport entre les primes encaissées pour les risques en question et le montant de la limitation visée à l'article 68-8, § 2, de la loi attaquée. Pour les compagnies réalisant un plus petit chiffre d'affaires dans cette branche, ces montants peuvent peser sur leurs résultats et sur leur solvabilité plus lourdement que pour les compagnies réalisant un plus grand chiffre d'affaires dans cette branche.

B.13. Afin d'apprécier la justification des montants forfaitaires critiqués, la Cour a invité les parties à s'expliquer sur l'argument invoqué dans son mémoire par le Gouvernement wallon, selon lequel le montant de 3.000.000 serait objectif parce qu'il a été établi « sur la base de retours sur sinistres provenant de tables classiques dans le secteur de l'assurance ». Les réponses données, tant par écrit qu'à l'audience, ont éclairé la Cour sur le sens de ces expressions mais elles n'ont pas permis d'établir un lien entre les définitions qui en sont données et les formules qu'elles auraient inspirées, le Conseil des ministres affirmant au contraire l'inexistence d'un tel lien.

B.14. Le Conseil des ministres relève, avec pertinence, que la Cour n'est pas compétente pour substituer son appréciation à celle du législateur. Elle ne pourrait dire si la formule suggérée par les parties requérantes est préférable à celle utilisée dans la loi attaquée.

Toutefois, lorsque l'application d'une formule mathématique utilisée par le législateur est de nature à avoir de graves conséquences économiques pour une catégorie d'assureurs, que la réalité de ces conséquences possibles n'est pas contredite, que le choix des montants forfaitaires critiqués n'est pas justifié de façon pertinente et qu'il est allégué avec vraisemblance qu'il existerait d'autres formules qui, tout en permettant d'atteindre l'objectif poursuivi, n'auraient pas les mêmes effets discriminatoires, la Cour ne peut que constater qu'elle ne dispose d'aucun élément qui lui permettrait de conclure que la mesure attaquée est raisonnablement justifiée.

Par ailleurs, aucun passage des travaux préparatoires de la norme attaquée ne fait état d'une intention du législateur de provoquer une restructuration du secteur de l'assurance incendie en incitant les compagnies d'assurance ayant un faible chiffre d'affaires dans ce secteur à l'abandonner.

B.15. Le moyen est fondé.

B.16. Afin d'éviter que l'annulation des dispositions en cause n'ait pour effet, en cas de survenance d'un sinistre avant que le législateur ait eu l'occasion de les remplacer, d'empêcher toutes les compagnies d'assurances de limiter leur intervention dans l'indemnisation de leurs assurés, il s'impose de maintenir les effets des dispositions annulées jusqu'au 30 juin 2008 au plus tard.

Par ces motifs,

la Cour

- annule l'article 11, 2°, 3° et 4°, de la loi du 17 septembre 2005 « modifiant en ce qui concerne les catastrophes naturelles, la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre et la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles »;

- maintient les effets des dispositions annulées jusqu'à l'entrée en vigueur de nouvelles dispositions et au plus tard jusqu'au 30 juin 2008;

- rejette le recours pour le surplus.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 15 mars 2007.

Le greffier,

P.-Y. Dutilleux.

Le président,

M. Melchior.

#### ARBITRAGEHOF

N. 2007 — 1355

[2007/200874]

#### Uittreksel uit arrest nr. 39/2007 van 15 maart 2007

Rolnummer 3960

*In zake* : het beroep tot vernietiging van de wet van 17 september 2005 « tot wijziging wat de verzekering tegen natuurrampen betreft, van de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst en de wet van 12 juli 1976 betreffende het herstel van zekere schade veroorzaakt aan private goederen door natuurrampen », ingesteld door de NV « Generali Belgium » en anderen.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en A. Arts, en de rechters P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke en J. Spreutels, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 7 april 2006 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 10 april 2006, is beroep tot vernietiging van de wet van 17 september 2005 « tot wijziging wat de verzekering tegen natuurrampen betreft, van de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst en de wet van 12 juli 1976 betreffende het herstel van zekere schade veroorzaakt aan private goederen door natuurrampen » (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 11 oktober 2005, tweede editie), ingesteld door de NV « Generali Belgium », met maatschappelijke zetel te 1050 Brussel, Louizalaan 149, de CV « De Federale Verzekeringen », met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Stoofstraat 12, de NV « Nationale Suisse Verzekeringen », met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Tweekerkenstraat 14, de onderlinge verzekeringsmaatschappij « Association Mutuelle Médicale d'Assurances », met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Renaissancelaan 12/1, de NV « Swiss Life Belgium » (voorheen de NV « Zelia »), met maatschappelijke zetel te 1060 Brussel, Fonsnylaan 38, de NV « Piette & Partners Verzekeringsmaatschappij », met maatschappelijke zetel te 8500 Kortrijk, Casinoplein 6, de vennootschap naar Nederlands recht « Avéro Belgium Insurance », die keuze van woonplaats doet te 1180 Brussel, Winston Churchillaan 253, de CVBA « CDA », met maatschappelijke zetel te 1080 Brussel, Jubelfeestlaan 86, en de NV « Continentale Verzekeringen », met maatschappelijke zetel te 2000 Antwerpen, Lange Nieuwstraat 17.

(...)

## II. In rechte

(...)

### *Ten aanzien van de bestreden wet*

B.1.1. Het beroep tot vernietiging betreft de wet van 17 september 2005 « tot wijziging wat de verzekering tegen natuurrampen betreft, van de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst en de wet van 12 juli 1976 betreffende het herstel van zekere schade veroorzaakt aan private goederen door natuurrampen ».

B.1.2. De bestreden wet heeft tot doel de wet van 21 mei 2003 « tot wijziging van de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst en de wet van 12 juli 1976 betreffende het herstel van zekere schade veroorzaakt aan private goederen door natuurrampen » aan te passen en te verbeteren. De wet van 21 mei 2003 voorzagt uitsluitend in de verplichte dekking van het overstromingsrisico door de verzekeraars die een brandverzekering aanbieden voor de verzekerde goederen gelegen in één van de af te bakenen « risicozones ». Die wet is niet in werking getreden, daar zij een aantal nadelen vertoonde die de wetgever « onoverkomelijk » achtte (*Parl. St.*, Kamer, 2004-2005, DOC 51-1732/001, pp. 4-8).

Teneinde alle problemen die inherent waren aan de wet van 21 mei 2003 op te lossen, breidt de bestreden wet de verplichte dekking tegen de overstromingsrisico's uit tot andere catastroferisico's, namelijk de aardbevingen, het overlopen of de opstuwing van de openbare riolen, de aardverschuivingen of grondverzakkingen, en legt zij de verplichte dekking van al die risico's op ten gunste van alle verzekerden tegen brand (artikel 4 van de wet van 17 september 2005 tot wijziging van artikel 68-1 van de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst).

B.1.3. Door de privéverzekeraars ertoe te verplichten de schade ten laste te nemen die door natuurrampen wordt veroorzaakt, tracht de wetgever, enerzijds, een schadeloosstelling van de slachtoffers in de beste omstandigheden te waarborgen en, anderzijds, de Nationale Kas voor Rampenschade te ontlasten, die alleen nog zal moeten optreden voor het deel van de schade dat de schadeloosstelling door de verzekering overstijgt, zoals in de parlementaire voorbereiding te lezen staat :

« De verzekeringssector neemt iedere natuurramp [...] ten laste ten belope van een totaalbedrag van 280 miljoen euro, dat in geval van aardbeving tot 700 miljoen euro wordt opgetrokken. Pas als die bedragen worden overschreden, zal een slachtoffer zich alsnog tot de Nationale Kas voor Rampenschade moeten wenden. Tot op heden heeft zich in België nooit een ramp voorgedaan die voormelde bedragen heeft overschreden » (*Parl. St.*, Kamer, 2004-2005, DOC 51-1732/004, p. 6).

### *Ten aanzien van het onderwerp en de omvang van het beroep*

B.2. Het Hof bepaalt de omvang van het beroep op basis van de inhoud van het verzoekschrift. De verzoekende partijen vorderen de vernietiging van de wet van 17 september 2005 in haar geheel. In hun verzoekschrift wijzen zij evenwel erop dat zij noch de verplichte uitbreiding van de branddekking tot de catastroferisico's bekritisieren, noch de verdeling van het totaalbedrag van de schadeloosstelling van de slachtoffers van een natuurramp tussen de privésector en de Nationale Kas voor Rampenschade.

Uit de uiteenzetting van het enig middel blijkt dat de verzoekende partijen de bestreden wet verwijten dat zij, om het totale maximumbedrag te bepalen van de schadevergoedingen die een verzekeraar bij een natuurramp aan zijn verzekerden zal moeten uitkeren, voorziet in twee alternatieve wiskundige formules die beide een forfaitair bedrag bevatten dat zij te hoog achten.

Die formules worden vastgesteld in artikel 68-8, § 2, van de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst, ingevoegd bij de wet van 21 mei 2003 en gewijzigd bij artikel 11, 2° tot 4°, van de bestreden wet.

Het Hof beperkt zijn onderzoek bijgevolg tot die bepaling.

### *Ten aanzien van de ontvankelijkheid van het beroep*

B.3. De verzoekende partijen zijn verzekeringsmaatschappijen waarvan de situatie rechtstreeks en ongunstig zou kunnen worden geraakt door de bepalingen van een wet die hen ertoe verplicht in het kader van al hun overeenkomsten betreffende het brandrisico de schade te vergoeden die voortvloeit uit een natuurramp. Zij doen derhalve blijken van een toereikend belang bij hun beroep.

B.4. De verzoekende partijen hebben de kopieën van hun in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakte statuten en de bewijzen van de beslissingen om het beroep in te stellen, aan de griffie van het Hof doen toekomen zodat is voldaan aan artikel 7, derde lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

B.5.1. De Ministerraad en de Waalse Regering zijn van mening dat het beroep te laat is ingediend, omdat de wiskundige formules voor de berekening van de limiet waarboven de verzekeraars bij het voorvallen van een natuurramp geen schadevergoedingen zullen moeten uitkeren, reeds waren vastgesteld bij de wet van 21 mei 2003, waarvan de verzoekende partijen de vernietiging niet te gelegener tijd hebben gevorderd.

B.5.2. Artikel 68-8, § 2, van de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst, ingevoegd bij de wet van 21 mei 2003, voorzagt, vóór de wijziging ervan bij de bestreden wet, in de mogelijkheid voor de verzekeraar om het totaalbedrag van de schadevergoedingen die hij zou moeten uitkeren bij het voorvallen van een overstroming, te beperken tot het laagste bedrag van die welke worden verkregen door een van beide daarin vastgestelde wiskundige formules toe te passen.



Artikel 11, 2° tot 4°, van de wet van 17 september 2005 bepaalt :

« In artikel 68-8 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 21 mei 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

[...]

2° in § 2 worden de woorden ' een onvoorziene overstroming ' vervangen door de woorden ' een natuurramp ' ;

3° in § 2, in het tweede streepje, worden de woorden ' een overstroming ' vervangen door de woorden ' een natuurramp anders dan een aardbeving ' ;

4° § 2 wordt aangevuld met het volgende lid :

' In het geval van een aardbeving worden de coëfficiënt 0,35 en het bedrag van 3.000.000 EUR vervangen door respectievelijk 0,84 en 8.000.000 EUR. ' ;

[...] ».

De punten 2° en 3° van die bepaling breiden de toepassing van de berekening die is vastgesteld bij de wet van 21 mei 2003 dus uit tot de beperking van de schadevergoedingen die een verzekeraar zal moeten uitkeren bij een natuurramp die wordt beoogd in artikel 68-1 van de wet van 25 juni 1992, gewijzigd bij artikel 4 van de wet van 17 september 2005. Punt 4° van die bepaling verhoogt de forfaitaire bedragen en coëfficiënten in de formules die van toepassing zijn bij een aardbeving.

B.5.3. Door de toepassing van een eerder aangenomen maatregel uit te breiden tot natuurrampen die vroeger niet werden beoogd, en door die maatregel aan te passen voor de aardbevingen heeft de wetgever een nieuwe bepaling aangenomen waarvan de vernietiging kan worden gevorderd binnen de termijn die is vastgesteld in artikel 3, § 1, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

Het beroep is niet te laat ingediend in zoverre het artikel 11, 2° tot 4°, van de wet van 17 september 2005 beoogt, met andere woorden in zoverre het betrekking heeft op de formules die het mogelijk maken de limiet te bepalen die de verzekeraars kunnen toepassen op de betaling van de schadevergoedingen die zij verschuldigd zijn bij een andere natuurramp dan een overstroming.

Het beroep dat is ingesteld tegen de wet van 17 september 2005 zou daarentegen geen betrekking kunnen hebben op de reglementering inzake de beperking van de betaling van de schadevergoedingen die verschuldigd zijn bij een overstromingsrisico, daar die reglementering was opgenomen in de wet van 21 mei 2003, die, wat dat risico betreft, niet is gewijzigd door de bestreden wet.

B.6.1. De Ministerraad is ten slotte van mening dat de verzoekende partijen geen belang erbij zouden hebben in rechte te treden, daar een vernietiging van artikel 11 van de wet van 17 september 2005 alleen tot gevolg zou hebben dat de verzekeraars het totaalbedrag van de schadevergoedingen die zij zouden moeten uitkeren bij een schadegeval niet zouden kunnen beperken en dat zij bijgevolg ertoe zouden zijn gehouden de schade integraal te vergoeden.

B.6.2. Opdat de verzoekende partijen van het vereiste belang doen blijken, is niet vereist dat een eventuele vernietiging hun een onmiddellijk voordeel zou opleveren. De omstandigheid dat zij, als gevolg van de vernietiging van de bestreden bepaling, opnieuw een kans zouden krijgen dat hun situatie in gunstigere zin wordt geregeld, volstaat om hun belang bij het bestrijden van die bepaling te verantwoorden.

B.7. Het beroep is ontvankelijk.

*Ten gronde*

B.8. Artikel 68-8, § 2, van de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst, gewijzigd bij artikel 11, 2° tot 4°, van de bestreden wet, geciteerd in B.5.2, bepaalt :

« De verzekeraar mag de vergoedingen die hij zal moeten betalen bij een natuurramp, beperken tot het laagste bedrag van die welke door toepassing van de volgende formules worden verkregen :

a)  $3.000.000 \text{ EUR} + 0,35 \times P + 0,05 \times S$

b)  $1,05 \times (3.000.000 \text{ EUR} + 0,35 \times P)$

waar :

- P is het incasso van de premies en bijzaken, buiten de verwervingskosten, voor de waarborgen brand, elektriciteit en de risico's die verbonden zijn aan de eenvoudige risico's, bedoeld in artikel 67, § 2, incasso dat door de verzekeraar gerealiseerd werd gedurende het boekjaar voorafgaand aan het schadegeval,

- S is het bedrag van de vergoedingen te betalen door de verzekeraar voor een natuurramp anders dan een aardbeving die  $3.000.000 \text{ EUR} + 0,35 \times P$  overschrijdt.

In het geval van een aardbeving worden de coëfficiënt 0,35 en het bedrag van 3.000.000 EUR vervangen door respectievelijk 0,84 en 8.000.000 EUR ».

Die bepaling maakt het de verzekeraars mogelijk het totaalbedrag van hun schadevergoedingen bij een schadegeval te beperken tot het minst hoge bedrag van die welke worden verkregen door die formules toe te passen, waarbij het resterende bedrag ten laste wordt genomen door de Nationale Kas voor Rampenschade, overeenkomstig de artikelen 34-2, 1°, en 34-3 van de wet van 12 juli 1976 betreffende het herstel van zekere schade veroorzaakt aan private goederen door natuurrampen.

B.9. De verzoekende partijen verwijten de voormelde wiskundige formules dat zij discriminerende gevolgen hebben voor de kleine en middelgrote verzekeringsmaatschappijen. Die maatschappijen zouden, bij een natuurramp met een omvang die hen ertoe zou verplichten die formules toe te passen teneinde het totaalbedrag van hun schadevergoedingen te beperken, worden blootgesteld aan een risico van insolvabiliteit, omdat de formules zouden leiden tot te hoge resultaten in verhouding tot hun premie-incasso in de tak « brand ». Meer bepaald zou de in het geding zijnde bepaling een onevenredige weerslag hebben ten aanzien van een deel van de betrokken verzekeringsmaatschappijen, in zoverre zij in de formules die zij oplegt forfaitaire bedragen opneemt die te hoog zijn in verhouding tot het door de kleine en middelgrote maatschappijen van de markt gerealiseerde premie-incasso.

B.10.1 De verzoekende partijen zijn van mening dat de artikelen 10 en 11 van de Grondwet worden geschonden door de in het geding zijnde bepaling, omdat zij, door verschillende categorieën van verzekeraars, namelijk, enerzijds, de grote maatschappijen, en, anderzijds, de kleine en middelgrote maatschappijen, op identieke wijze te behandelen, ten aanzien van een van die categorieën onevenredige gevolgen heeft.

B.10.2. De door de verzoekende partijen gesuggereerde vergelijking kan, zoals de Ministerraad heeft opgemerkt, niet worden gemaakt tussen « grote » en « kleine of middelgrote » maatschappijen. Uit de uiteenzetting van het verzoekschrift blijkt evenwel dat de verzoekende partijen een vergelijking maken tussen verzekeraars, niet op grond van hun omvang, maar op grond van wat het volume van de tak « brand » voor elk van hen vertegenwoordigt.

Het Hof wordt gevraagd vast te stellen dat de bekritiseerde maatregel onevenredige gevolgen zou kunnen hebben voor een deel van zijn adressaten, die zich onderscheiden van de andere door het bedrag van hun premie-incasso in de sector van de brandverzekering. Indien de in het geding zijnde maatregel, die weliswaar identiek is voor alle categorieën, voor sommige verzekeraars ernstige solvabiliteitsproblemen kan veroorzaken, en niet voor andere, kan hij gevolgen hebben die mogelijk niet bestaanbaar zijn met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet. Al zouden de verzekeraars, volgens de ontwikkeling van de markt, kunnen overgaan van de ene categorie naar de andere, of zou het onderscheid tussen die twee categorieën niet vaststaan, toch betreft het verschillende categorieën die niet zonder redelijke verantwoording op dezelfde wijze kunnen worden behandeld.

B.11.1. De verzoekende partijen hebben tabellen voorgelegd waarin 38 maatschappijen staan geklasseerd met vermelding van het bedrag van de premies die zij in 2003 hebben geïnd en van de gevolgen van de toepassing van de bekritiseerde formules.

Uit de cijfers die in die tabellen zijn opgenomen, blijkt dat de toepassing van de bij artikel 68-8, § 2, van de wet van 25 juni 1992 opgelegde formules ertoe leidt dat, wat de andere natuurrampen dan de aardbevingen betreft, de grens van de vergoeding die door de maatschappijen kan worden toegepast hoger ligt dan 100 pct. van het premie-incasso voor de 20ste tot 38ste maatschappij van de markt en dat, wat de aardbevingen betreft, die grens die de maatschappijen kunnen toepassen, hoger ligt dan 300 pct. van het premie-incasso voor dezelfde maatschappijen. Die gegevens worden niet betwist door de Ministerraad, noch door de Waalse Regering.

B.11.2. Bij de realisatie van de risico's natuurrampen of aardbevingen, leidt de toepassing van de bekritiseerde formule, en meer bepaald de toepassing van het forfaitaire bedrag van respectievelijk 3 miljoen en 8 miljoen euro, tot zeer grote verschillen tussen de verzekeringsmaatschappijen onderling, wat betreft de verhouding tussen de incasso's voor de bedoelde risico's en het bedrag van de beperking bedoeld in artikel 68-8, § 2, van de bestreden wet. Voor de ondernemingen met een kleinere omzet in die verzekeringstak kunnen die bedragen zwaarder dan voor de ondernemingen met een grotere omzet in die verzekeringstak, wegens op hun resultaten en op hun solvabiliteit.

B.13. Teneinde te oordelen over de verantwoording van de bekritiseerde forfaitaire bedragen heeft het Hof de partijen verzocht uitleg te geven bij het argument dat de Waalse Regering in haar memorie aanvoert en volgens hetwelk het bedrag van 3.000.000 euro objectief zou zijn, omdat het is vastgesteld op basis van de zogenaamde « retours sur sinistres » afkomstig uit gebruikelijke tafels in de verzekeringssector. De gegeven antwoorden, zowel schriftelijk als op de terechtzitting, hebben het Hof meer duidelijkheid gegeven over de betekenis van die uitdrukkingen, maar hebben het niet mogelijk gemaakt een verband te leggen tussen de definities die daarvan worden gegeven en de formules die zij zouden hebben geïnspireerd, waarbij de Ministerraad integendeel verklaart dat een dergelijk verband niet bestaat.

B.14. De Ministerraad merkt terecht op dat het Hof niet bevoegd is om zijn oordeel in de plaats te stellen van dat van de wetgever. Het zou niet kunnen besluiten dat de door de verzoekende partijen gesuggereerde formule te verkiezen is boven die welke in de bestreden wet wordt gehanteerd.

Echter, wanneer de toepassing van een door de wetgever gehanteerde wiskundige formule voor een categorie van verzekeraars ernstige economische gevolgen kan hebben, de werkelijkheid van die mogelijke gevolgen niet wordt tegengesproken, de keuze van de bekritiseerde forfaitaire bedragen niet op pertinente wijze wordt verantwoord en op geloofwaardige wijze wordt aangevoerd dat andere formules zouden bestaan die niet dezelfde discriminerende gevolgen zouden hebben maar het toch mogelijk zouden maken het nagestreefde doel te bereiken, kan het Hof alleen vaststellen dat het over geen enkel element beschikt op grond waarvan het zou kunnen besluiten dat de bestreden maatregel redelijk is verantwoord.

In de parlementaire voorbereiding van de bestreden norm wordt overigens nergens gewag gemaakt van een voornemen van de wetgever om een herstructurering van de sector van de brandverzekering te veroorzaken door de verzekeringsmaatschappijen met een geringe omzet in die sector ertoe aan te zetten die sector te verlaten.

B.15. Het middel is gegrond.

B.16. Teneinde te voorkomen dat de vernietiging van de in het geding zijnde bepalingen bij een schadegeval alvorens de wetgever de gelegenheid heeft gehad ze te vervangen, ertoe leidt dat alle verzekeringsmaatschappijen worden belet het totaalbedrag van de aan hun verzekerden uit te keren schadevergoedingen te beperken, dienen de gevolgen van de vernietigde bepalingen te worden gehandhaafd tot uiterlijk 30 juni 2008.

Om die redenen,

Het Hof

- vernietigt artikel 11, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> en 4<sup>o</sup>, van de wet van 17 september 2005 « tot wijziging wat de verzekering tegen natuurrampen betreft, van de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst en de wet van 12 juli 1976 betreffende het herstel van zekere schade veroorzaakt aan private goederen door natuurrampen »;

- handhaaft de gevolgen van de vernietigde bepalingen tot de inwerkingtreding van nieuwe bepalingen en uiterlijk tot 30 juni 2008;

- verwerpt het beroep voor het overige.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 15 maart 2007.

De griffier,

De voorzitter,

P.-Y. Dutilleux.

M. Melchior.

---

#### SCHIEDSHOF

D. 2007 — 1355

[2007/200874]

#### Auszug aus dem Urteil Nr. 39/2007 vom 15. März 2007 Geschäftsverzeichnisnummer 3960

Geschäftsverzeichnisnummer 3960

*In Sachen:* Klage auf Nichtigkeitsklärung des Gesetzes vom 17. September 2005 «zur Abänderung, was die Versicherung gegen Naturkatastrophen betrifft, des Gesetzes vom 25. Juni 1992 über den Landversicherungsvertrag und des Gesetzes vom 12. Juli 1976 über die Wiedergutmachung bestimmter durch Naturkatastrophen an Privatgütern verursachter Schäden», erhoben von der «Generali Belgium» AG und anderen.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und A. Arts, und den Richtern P. Martens, R. Henneuse, M. Bossuyt, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke und J. Spreutels, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

#### I. Gegenstand der Klage und Verfahren

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 7. April 2006 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 10. April 2006 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf Nichtigkeitsklärung des Gesetzes vom 17. September 2005 «zur Abänderung, was die Versicherung gegen Naturkatastrophen betrifft, des Gesetzes vom 25. Juni 1992 über den Landversicherungsvertrag und des Gesetzes vom 12. Juli 1976 über die Wiedergutmachung bestimmter durch Naturkatastrophen an Privatgütern verursachter Schäden» (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 11. Oktober 2005, zweite Ausgabe): die «Generali Belgium» AG, mit Gesellschaftssitz in 1050 Brüssel, avenue Louise 149, die Gen. «Die Föderalen Versicherungen», mit Gesellschaftssitz in 1000 Brüssel, rue de l'Etuve 12, die «Nationale Suisse Assurances» AG, mit Gesellschaftssitz in 1000 Brüssel, rue des Deux Eglises 14, die Versicherungsvereinigung auf Gegenseitigkeit «Association Mutuelle Médicale d'Assurances», mit Vereinigungssitz in 1000 Brüssel, avenue de la Renaissance 12/1, die «Swiss Life Belgium» AG (vormals «Zelia» AG), mit Gesellschaftssitz in 1060 Brüssel, avenue Fonsny 38, die «Piette & Partners Verzekeringsmaatschappij» AG, mit Gesellschaftssitz in 8500 Kortrijk, Casinoplein 6, die Gesellschaft niederländischen Rechts «Avéro Belgium Insurance», die in 1180 Brüssel, avenue Winston Churchill 253, Domizil erwählt hat, die «CDA» Gen.mbH, mit Gesellschaftssitz in 1080 Brüssel, boulevard du Jubilé 86, und die «Continente Verzekeringen» AG, mit Gesellschaftssitz in 2000 Antwerpen, Lange Nieuwstraat 17.

(...)

#### II. In rechtlicher Beziehung

(...)

*In Bezug auf das angefochtene Gesetz*

B.1.1. Die Nichtigkeitsklage bezieht sich auf das Gesetz vom 17. September 2005 «zur Abänderung, was die Versicherung gegen Naturkatastrophen betrifft, des Gesetzes vom 25. Juni 1992 über den Landversicherungsvertrag und des Gesetzes vom 12. Juli 1976 über die Wiedergutmachung bestimmter durch Naturkatastrophen an Privatgütern verursachter Schäden».



B.1.2. Zweck des angefochtenen Gesetzes ist es, das Gesetz vom 21. Mai 2003 «zur Abänderung des Gesetzes vom 25. Juni 1992 über den Landversicherungsvertrag und des Gesetzes vom 12. Juli 1976 über die Wiedergutmachung bestimmter durch Naturkatastrophen an Privatgütern verursachter Schäden» anzupassen und zu verbessern. Das Gesetz vom 21. Mai 2003 sah die verpflichtende Deckung des alleinigen Überschwemmungsrisikos durch die Versicherer vor, die eine Feuerversicherung für versicherte Güter anboten, die in einer der zu bestimmenden «Risikozonen» lagen. Dieses Gesetz ist nicht in Kraft getreten, da es eine Reihe von Nachteilen aufwies, die der Gesetzgeber als «unüberwindbar» betrachtete (*Parl. Dok.*, Kammer, 2004-2005, DOC 51-1732/001, SS. 4-8).

Um sämtlichen Problemen im Zusammenhang mit dem Gesetz vom 21. Mai 2003 abzuweichen, dehnt das angefochtene Gesetz die Pflichtdeckung von Überschwemmungsrisiken auf andere Katastrophenrisiken aus, nämlich Erdbeben, Überlaufen der Abwässer oder Rückstau im öffentlichen Kanalnetz, Erdbeben oder Bodensenkungen, und schreibt die Pflichtdeckung all dieser Risiken zugunsten aller gegen Feuer Versicherten vor (Artikel 4 des Gesetzes vom 17. September 2005 zur Abänderung von Artikel 68-1 des Gesetzes vom 25. Juni 1992 über den Landversicherungsvertrag).

B.1.3. Indem der Gesetzgeber vorschreibt, dass die Privatversicherer die durch Naturkatastrophen verursachten Schäden übernehmen müssen, möchte er einerseits eine Entschädigung der Opfer unter optimalen Bedingungen gewährleisten und andererseits die Landeskasse für Naturkatastrophen entlasten, die sich nur noch für den Teil der Schäden beteiligen muss, der über die Entschädigung der Versicherung hinausgeht, wie aus den Vorarbeiten hervorgeht:

«Der Versicherungssektor kommt für jede Naturkatastrophe [...] in Höhe eines Gesamtbetrags von 280 Millionen Euro auf, wobei dieser Betrag im Falle eines Erdbebens auf 700 Millionen Euro erhöht wird. Das Opfer braucht sich nur im Falle der Überschreitung dieser Beträge an die Landeskasse für Naturkatastrophen zu wenden. Bisher hat es in Belgien keine Naturkatastrophe gegeben, deren Kosten diese Beträge überstiegen hätte» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2004-2005, DOC 51-1732/004, S. 6).

*In Bezug auf den Gegenstand und den Umfang der Klage*

B.2. Der Hof bestimmt den Umfang der Klage anhand des Inhaltes der Klageschrift. Die klagenden Parteien beantragen die Nichtigkeitserklärung des Gesetzes vom 17. September 2005 insgesamt. In ihrer Klageschrift geben sie jedoch an, dass sie weder die verpflichtende Erweiterung der Feuerdeckung auf die Risiken von Naturkatastrophen noch die Verteilung des Gesamtbetrags der Entschädigung der Opfer einer Naturkatastrophe auf den Privatsektor und die Landeskasse für Naturkatastrophen bemängeln.

Aus der Darlegung des einzigen Klagegrunds geht hervor, dass die klagenden Parteien bemängeln, das angefochtene Gesetz sehe zur Bestimmung des globalen Höchstbetrags der Entschädigungen, die ein Versicherer seinen Versicherten im Falle einer Naturkatastrophe zahlen müsse, zwei alternative mathematische Formeln vor, die beide einen ihres Erachtens zu hohen Pauschalbetrag enthielten.

Diese Formeln sind durch Artikel 68-8 § 2 des Gesetzes vom 25. Juni 1992 über den Landversicherungsvertrag festgesetzt worden, der durch das Gesetz vom 21. Mai 2003 eingefügt und durch Artikel 11 Nrn. 2 bis 4 des angefochtenen Gesetzes abgeändert wurde.

Der Hof beschränkt seine Prüfung daher auf diese Bestimmung.

*In Bezug auf die Zulässigkeit der Klage*

B.3. Die klagenden Parteien sind Versicherungsgesellschaften, deren Situation direkt und nachteilig durch die Bestimmungen eines Gesetzes betroffen sein könnte, das sie verpflichtet, im Rahmen ihrer gesamten Verträge bezüglich des Brandrisikos die sich aus einer Naturkatastrophe ergebenden Schäden zu ersetzen. Sie weisen folglich ein ausreichendes Interesse an ihrer Klage nach.

B.4. Die klagenden Parteien haben der Kanzlei des Hofes Kopien ihrer im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlichten Satzung und die Belege der Klageerhebungsbeschlüsse zukommen lassen, so dass Artikel 7 Absatz 3 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof eingehalten wurde.

B.5.1. Der Ministerrat und die Wallonische Regierung sind der Auffassung, dass die Klage verspätet eingereicht worden sei, weil die mathematischen Formeln zur Berechnung der Grenze, jenseits deren die Versicherer im Falle einer Naturkatastrophe die Entschädigungen nicht zahlen müssten, bereits durch das Gesetz vom 21. Mai 2003 festgelegt worden sei, deren Nichtigkeitserklärung die klagenden Parteien nicht rechtzeitig beantragt hätten.

B.5.2. Artikel 68-8 § 2 des Gesetzes vom 25. Juni 1992 über den Landversicherungsvertrag, eingefügt durch das Gesetz vom 21. Mai 2003, sah vor seiner Abänderung durch das angefochtene Gesetz die Möglichkeit für die Versicherer vor, den Gesamtbetrag der Entschädigung, die sie im Falle einer Überschwemmung zahlen mussten, auf den geringeren Betrag derjenigen zu begrenzen, die sich aus der Anwendung einer der zwei darin festgelegten mathematischen Formeln ergaben.

Artikel 11 Nrn. 2 bis 4 des Gesetzes vom 17. September 2005 bestimmt:

«Artikel 68-8 desselben Gesetzes, eingefügt durch das Gesetz vom 21. Mai 2003, wird wie folgt abgeändert:

[...]

2. In § 2 werden die Wörter ' im Falle einer Überschwemmung ' durch die Wörter ' im Falle einer Naturkatastrophe ' ersetzt.

3. In § 2 zweiter Gedankenstrich werden die Wörter ' für eine Überschwemmung ' durch die Wörter ' für eine Naturkatastrophe, Erdbeben ausgenommen, ' ersetzt.

4. § 2 wird durch folgenden Absatz ergänzt:

' Im Falle eines Erdbebens werden der Koeffizient 0,35 und der Betrag von 3.000.000 EUR durch 0,84 beziehungsweise 8.000.000 EUR ersetzt. '

[...].»

Die Nrn. 2 und 3 dieser Bestimmung dehnen somit die Anwendung der durch das Gesetz vom 21. Mai 2003 festgelegten Berechnung auf die Begrenzung der Entschädigungen aus, die ein Versicherer im Falle einer Naturkatastrophe im Sinne von Artikel 68-1 des Gesetzes vom 25. Juni 1992, abgeändert durch Artikel 4 des Gesetzes vom 17. September 2005, zahlen muss. Nr. 4 dieser Bestimmung erhöht die pauschalen Beträge und Koeffizienten in den Formeln, die im Falle eines Erdbebens anwendbar sind.

B.5.3. Indem der Gesetzgebung die Anwendung einer zuvor angenommenen Maßnahme auf Naturkatastrophen ausgedehnt hat, die bis dahin nicht vorgesehen waren, und indem er diese Maßnahme für den Fall eines Erdbebens angepasst hat, hat er eine neue Bestimmung angenommen, deren Nichtigkeitserklärung innerhalb der durch Artikel 3 § 1 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof festgelegten Frist beantragt werden kann.

Insofern die Klage sich auf Artikel 11 Nrn. 2 bis 4 des Gesetzes vom 17. September 2005 bezieht, das heißt insofern sie die Formeln betrifft, anhand deren die Grenzen bestimmt werden, die die Versicherer auf die Zahlung der Entschädigungen anwenden können, die sie im Falle einer anderen Naturkatastrophe als einer Überschwemmung leisten müssen, ist sie nicht verspätet eingereicht worden.

Die gegen das Gesetz vom 17. September 2005 eingereichte Klage kann sich jedoch nicht auf die Regelung bezüglich der Begrenzung der im Falle des Eintretens des Überschwemmungsrisikos zu leistenden Entschädigungszahlung beziehen, da diese Regelung im Gesetz vom 21. Mai 2003 enthalten ist, das hinsichtlich dieses Risikos nicht durch das angefochtene Gesetz abgeändert wurde.

B.6.1. Der Ministerrat ist schließlich der Auffassung, dass die klagenden Parteien kein Interesse an der Klageerhebung hätten, weil eine Nichtigkeitserklärung von Artikel 11 des Gesetzes vom 17. September 2005 lediglich zur Folge haben würde, die Versicherer an der Begrenzung des Gesamtbetrags der Entschädigungen zu hindern, die sie im Schadensfall erstatten müssten, und sie folglich verpflichtet wären, den Gesamtschaden zu ersetzen.

B.6.2. Damit die klagenden Parteien das erforderliche Interesse nachweisen, ist es nicht notwendig, dass eine etwaige Nichtigkeitserklärung ihnen einen unmittelbaren Vorteil bietet. Der Umstand, dass sie eine neue Möglichkeit erhalten, eine günstigere Regelung ihrer Lage infolge der Nichtigkeitserklärung der angefochtenen Bestimmung zu erreichen, reicht aus zum Nachweis ihres Interesses an der Anfechtung dieser Bestimmung.

B.7. Die Klage ist zulässig.

*Zur Hauptsache*

B.8. Artikel 68-8 § 2 des Gesetzes vom 25. Juni 1992 über den Landversicherungsvertrag, abgeändert durch Artikel 11 Nrn. 2 bis 4 des angefochtenen Gesetzes, zitiert in B.5.2, bestimmt:

«Der Versicherer darf den Gesamtbetrag der Entschädigungen, den er im Falle einer Naturkatastrophe zu zahlen hat, auf den niedrigsten der Beträge, die aus der Anwendung folgender Formeln resultieren, begrenzen:

a)  $3.000.000 \text{ EUR} + 0,35 \times P + 0,05 \times S$

b)  $1,05 \times (3.000.000 \text{ EUR} + 0,35 \times P)$

wobei:

- P das Inkasso der Prämien und Nebenkosten, ohne Erwerbskosten, für die Garantie für Brand- und Stromschäden und für die mit den in Artikel 67 § 2 erwähnten einfachen Risiken zusammenhängenden Gefahren ist, Inkasso, das vom Versicherer im Laufe des letzten Rechnungsjahres vor dem Schadensfall getätigt wurde,

- S der Betrag der Entschädigungen ist, die der Versicherer für eine Naturkatastrophe, Erdbeben ausgenommen, zu zahlen hat, deren Schäden  $3.000.000 \text{ EUR} + 0,35 \times P$  überschreiten.

Im Falle eines Erdbebens werden der Koeffizient 0,35 und der Betrag von 3.000.000 EUR durch 0,84 beziehungsweise 8.000.000 EUR ersetzt».

Diese Bestimmung ermöglicht es den Versicherern, ihre Gesamtbeteiligung im Schadensfall auf die geringere Summe derjenigen zu begrenzen, die sich durch die Anwendung dieser Formeln ergeben, wobei der darüber hinausgehende Betrag gemäß den Artikel 34-2 Nr. 1 und 34-3 des Gesetzes vom 12. Juli 1976 über die Wiedergutmachung bestimmter durch Naturkatastrophen an Privatgütern verursachter Schäden durch die Landeskasse für Naturkatastrophen übernommen wird.

B.9. Die klagenden Parteien bemängeln, dass die vorerwähnten mathematischen Formeln eine diskriminierende Wirkung in Bezug auf kleine und mittlere Versicherungsgesellschaften hätten. Diese Gesellschaften seien im Falle einer Naturkatastrophe solchen Ausmaßes, dass sie zur Begrenzung ihrer Gesamtbeteiligung zur Anwendung dieser Formeln verpflichtet wären, einer Insolvenzgefahr ausgesetzt, weil die Formeln zu hohe Ergebnisse im Verhältnis zu ihrem Prämieninkasso in der Sparte Feuer zur Folge haben würden. Im Einzelnen würde die angefochtene Bestimmung unverhältnismäßige Auswirkungen für einen Teil der betroffenen Versicherungsgesellschaften haben, insofern sie in den Formeln, deren Anwendung sie vorschreibe, zu hohe Pauschalbeträge im Verhältnis zum Prämieninkasso der kleinen und mittleren Gesellschaften auf dem Markt beinhalte.

B.10.1 Die klagenden Parteien sind der Auffassung, dass die angefochtene Bestimmung gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstoße, weil sie unterschiedliche Kategorien von Versicherern, nämlich einerseits die großen Gesellschaften und andererseits die kleinen und mittleren Gesellschaften, auf die gleiche Weise behandle und somit in Bezug auf eine dieser Kategorien unverhältnismäßige Folgen habe.

B.10.2. Der durch die klagenden Parteien angebotene Vergleich ist, wie der Ministerrat bemerkt, nicht zwischen «großen» und «kleinen oder mittleren» Gesellschaften möglich. Aus der Darlegung der Klageschrift geht jedoch hervor, dass die klagenden Parteien die Versicherer nicht entsprechend ihrer Größe miteinander vergleichen, sondern entsprechend der Bedeutung, den das Volumen der Sparte Feuer für jede von ihnen habe.

Der Hof wird gebeten, festzustellen, ob die angefochtene Maßnahme unverhältnismäßige Folgen für einen Teil ihrer Adressaten habe, die sich durch den Betrag ihres Prämieninkassos im Sektor der Feuerversicherung unterscheiden. Die angefochtene Maßnahme ist zwar identisch für alle Kategorien, kann jedoch für gewisse Versicherer große Solvenzschwierigkeiten zur Folge haben und für andere nicht, so dass sie Auswirkungen haben kann, die nicht mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung vereinbar sein könnten. Es trifft zwar zu, dass die Versicherer entsprechend der Entwicklung des Marktes von einer Kategorie zur anderen übergreifen könnten oder dass die Unterscheidung zwischen diesen beiden Kategorien undeutlich sein kann, doch es handelt sich um unterschiedliche Kategorien, die nicht ohne vernünftige Rechtfertigung auf die gleiche Weise behandelt werden dürfen.

B.11.1. Die klagenden Parteien haben Tabellen vorgelegt, in denen 38 Gesellschaften mit Angabe ihres im Jahr 2003 eingenommenen Prämienbetrags und der möglichen Auswirkung der Anwendung der bemängelten Formeln angeführt sind.

Aus den Zahlen dieser Tabellen geht hervor, dass die Anwendung der durch Artikel 68-8 § 2 des Gesetzes vom 25. Juni 1992 vorgeschriebenen Formeln zur Folge hat, dass die für die Gesellschaften geltende Beteiligungsgrenze über 100% des Prämieninkassos für andere Naturkatastrophen als Erdbeben bei der 20. bis 38. Gesellschaft auf dem Markt liegt und dass diese Grenze über 300% des Prämieninkassos derselben Gesellschaften in Bezug auf Erdbeben liegt. Diese Angaben werden weder durch den Ministerrat noch durch die Wallonische Regierung bestritten.

B.11.2. Im Falle des Eintretens des Risikos einer Naturkatastrophe oder eines Erdbebens führt die Anwendung der angefochtenen Formel und insbesondere die Anwendung des Pauschalbetrags von drei beziehungsweise acht Millionen Euro zu erheblichen Unterschieden zwischen den Versicherungsgesellschaften hinsichtlich des Verhältnisses zwischen den für die betreffenden Risiken eingenommenen Prämien und dem Betrag der in Artikel 68-8 § 2 des angefochtenen Gesetzes vorgesehenen Begrenzung. Für die Gesellschaften, die einen geringeren Umsatz in dieser Sparte erzielen, können diese Beträge ihre Ergebnisse und ihre Solvenz stärker belasten als diejenigen der Gesellschaften, die in dieser Sparte einen größeren Umsatz erzielen.

B.13. Um die Rechtfertigung der bemängelten Pauschalbeträge zu beurteilen, hat der Hof die Parteien gebeten, zu dem von der Wallonischen Regierung in ihrem Schriftsatz angeführten Argument, wonach der Betrag von 3.000.000 Euro objektiv sei, weil er auf der Grundlage der sogenannten «retours sur sinistres» aus herkömmlichen Tabellen im Versicherungssektor festgesetzt worden sei, Stellung zu nehmen. Die sowohl schriftlich als auch während der Sitzung erteilten Antworten haben den Hof über den Sinn dieser Ausdrücke aufgeklärt, reichten jedoch nicht aus, um einen Zusammenhang zwischen den darin gegebenen Definitionen und den Formeln, zu denen sie geführt haben sollen, herzustellen, wobei der Ministerrat hingegen anführte, ein solcher Zusammenhang bestehe nicht.

B.14. Der Ministerrat bemerkt zu Recht, dass der Hof nicht befugt ist, anstelle des Gesetzgebers eine Bewertung vorzunehmen. Er kann nicht sagen, ob die von den klagenden Parteien vorgeschlagene Formel derjenigen vorzuziehen ist, die im angefochtenen Gesetz verwendet wird.

Wenn jedoch die Anwendung einer durch den Gesetzgeber verwendeten mathematischen Formel schwerwiegende wirtschaftliche Folgen für eine Kategorie von Versicherern haben kann, die Realität dieser möglichen Folgen nicht widerlegt wird, die Wahl der bemängelten Pauschalbeträge nicht sachdienlich gerechtfertigt wird und auf glaubwürdige Weise angeführt wird, es bestünden andere Formeln, mit denen die Zielsetzung erreicht werden könne, ohne die gleichen diskriminierenden Auswirkungen zu haben, kann der Hof nur feststellen, dass ihm keinerlei Element vorliegt, das die Schlussfolgerung zulassen würde, die angefochtene Maßnahme wäre vernünftig gerechtfertigt.

Im Übrigen wird in keinem Auszug der Vorarbeiten zu der angefochtenen Norm eine Absicht des Gesetzgebers erwähnt, eine Umstrukturierung des Feuerversicherungssektors auszulösen, indem die Versicherungsgesellschaften mit einem geringen Umsatz in diesem Sektor veranlasst würden, ihn aufzugeben.

B.15. Der Klagegrund ist begründet.

B.16. Damit verhindert wird, dass die Nichtigerklärung der angefochtenen Bestimmungen in dem Fall, wo ein Schaden eintreten würde, bevor der Gesetzgeber die Gelegenheit gehabt hätte, sie zu ersetzen, dazu führt, dass alle Versicherungsgesellschaften daran gehindert werden, ihre Beteiligung an der Entschädigung ihrer Versicherten zu begrenzen, sind die Auswirkungen der für nichtig erklärten Bestimmungen spätestens bis zum 30. Juni 2008 aufrechtzuerhalten.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

- erklärt Artikel 11 Nrn. 2, 3 und 4 des Gesetzes vom 17. September 2005 «zur Abänderung, was die Versicherung gegen Naturkatastrophen betrifft, des Gesetzes vom 25. Juni 1992 über den Landversicherungsvertrag und des Gesetzes vom 12. Juli 1976 über die Wiedergutmachung bestimmter durch Naturkatastrophen an Privatgütern verursachter Schäden» für nichtig;

- erhält die Folgen der für nichtig erklärten Bestimmungen bis zum Inkrafttreten neuer Bestimmungen und spätestens bis zum 30. Juni 2008 aufrecht;

- weist die Klage im Übrigen zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 15. März 2007.

Der Kanzler,

Der Vorsitzende,

P.-Y. Dutilleux.

M. Melchior.